



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

PREFET D'EURE-ET-LOIR

## ARRETE N° 32/2016

signé par  
Nicolas QUILLET, Préfet d'Eure-et-Loir

le 5 octobre 2016

28- Préfecture d'Eure-et-Loir  
DMMS-BPIAE

Délégation de signature au profit de M. Emmanuel BAFFOUR, Sous-Préfet de l'arrondissement de Châteaudun.



Place de la République – CS 80537 - 28019 CHARTRES CEDEX – Standard : 02 37 27 72 00

horaires d'ouverture de la préfecture :

lundi, mardi, mercredi, jeudi : 9h00-12h30 / 14h00-16h30 ( le vendredi 16h00)

accueil au guichet le matin de 9h00 à 12h30 et l'après-midi **sur rendez-vous**

*pour toute précision, consulter sur [www.eure-et-loir.gouv.fr](http://www.eure-et-loir.gouv.fr) rubrique "démarches administratives"*





PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

**Délégation de signature au profit de M. Emmanuel BAFFOUR,  
sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun.**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de la route,

VU le code de santé publique,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L 221-2 mentionnant l'entrée en vigueur des actes réglementaires, qui s'établit au lendemain de l'accomplissement des formalités de publicité, sauf à ce qu'il en soit disposé autrement,

VU les articles L.255-4, pour les communes de moins de 1000 habitants, et L.265, pour les communes de 1000 habitants et plus, du code électoral, portant obligation de dépôt de candidature donnant lieu à la délivrance d'un récépissé,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, modifiée, relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires,

VU le décret n°95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 modifié relatif à la délégation de gestion dans les services de l'Etat,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009, modifié, relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 modifié, relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU le décret du 4 décembre 2013 portant nomination de M. Nicolas QUILLET, en qualité de préfet d'Eure-et-Loir,

VU le décret du 15 juin 2015 portant nomination de Mme Carole PUIG-CHEVRIER, secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir,

VU le décret du 7 août 2015 portant nomination de M. Emmanuel BAFFOUR, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun,

VU le décret du 3 juin 2016 portant nomination de M. Christian VEDELAGO, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou,

Vu l'arrêté préfectoral n°30/2016 du 26 septembre 2016 relatif à l'organisation des services de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Vu l'arrêté préfectoral n°16/2016 du 20 juin 2016 portant délégation de signature au profit de M. Emmanuel BAFFOUR, en qualité de sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2016, portant création de la maison de l'État à la sous-préfecture de Châteaudun,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir.

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup>** :

L'arrêté préfectoral n°16/2016 du 20 juin 2016 portant délégation de signature au profit de M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun, est abrogé.

### **Article 2** :

Délégation est donnée à M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun pour représenter l'Etat devant les tribunaux administratifs et à l'effet de signer les mémoires en défense et en réponse au tribunal administratif et à la cour d'appel.

### **Article 3** :

Délégation est donnée à M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun de signer tous arrêtés, décisions, contrats, circulaires, rapports, correspondances et documents dans les limites de l'arrondissement de Châteaudun et dans les domaines suivants :

## SECTION I - EN MATIÈRE DE POLICE GÉNÉRALE

- l'octroi du concours de la force publique pour l'exécution des jugements d'expulsions immobilières,
- la délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, des cafés, débits de boissons, bals, spectacles et autres lieux publics excédant la compétence des autorités municipales,
- les décisions relatives aux sanctions prononcées à l'encontre des exploitants de débits de boissons,
- les autorisations de quête sur la voie publique se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement,
- les autorisations d'épreuves sportives et toutes les décisions liées à l'organisation de ces manifestations se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement,
- les arrêtés de circulation liés au déroulement des courses cyclistes et hors stade sur les routes relevant de la compétence de l'Etat, exclusivement sur le territoire de l'arrondissement,
- l'agrément et le retrait d'agrément des gardes particuliers,
- la délivrance des récépissés des revendeurs d'objets mobiliers,
- la délivrance des récépissés de déclarations de vente de dixième de billet de la loterie nationale,
- la délivrance des autorisations pour l'organisation des matchs de boxe,
- la réglementation temporaire de la circulation sur les routes nationales à l'occasion de toutes manifestations et chaque fois que l'intérêt de la sécurité et de l'ordre public l'exige,
- les attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser,
- toute décision prononçant l'inaptitude à la conduite automobile, dès émission de l'avis de la commission médicale primaire défavorable à l'aptitude à la conduite des véhicules automobiles en vertu de l'article R 128 du code de la route,
- les états de poursuites par voie de vente relatifs au recouvrement des créances publiques,
- les récépissés de déclaration de ball-trap,

- les récépissés des manifestations et procédures soumises à déclarations (randonnées, soldes, ventes en liquidation, lâchers de ballons),
- les récépissés des déclarations de perte des permis de conduire.

## SECTION II - EN MATIERE D'ADMINISTRATION LOCALE

- tous actes de la compétence du préfet en application du code général des collectivités territoriales et des règlements pris pour son application, à l'exception de la saisine du tribunal administratif et de la chambre régionale des comptes,
- les correspondances avec les particuliers, les administrations territoriales et les services de l'Etat dans le département.

## SECTION III – EN MATIERE D'ADMINISTRATION GENERALE

- les devis et la certification des dépenses de toute nature entrant dans le cadre des centres de responsabilité de la résidence et des services administratifs de la sous-préfecture,
- les visas de facture,
- les réquisitions de logement (signature, notification, exécution, renouvellement, annulation de main levée des ordres de réquisition, actes de procédure, divers),
- la gestion du quota de réservation du préfet au profit des personnes prioritaires et des fonctionnaires dans le cadre des dispositions du code de la construction et de l'habitation,
- les attributions de logement dans le cadre de la commission de médiation relative au droit au logement opposable et des dispositions de l'article L 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation,
- les autorisations de transports de corps en dehors du territoire métropolitain,
- les dérogations aux délais prévus pour l'inhumation et la crémation,
- les droits et taxes relatifs à la mise en circulation des véhicules automobiles,
- les demandes de casier judiciaire,
- les conventions d'utilisation et de fonctionnement des locaux entre la sous-préfecture de Châteaudun et tout partenaire de la maison de l'État,
- les règlements intérieurs d'utilisation des locaux de la maison de l'État.

## SECTION IV – EN MATIERE DE CONTROLE DES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

- les procès-verbaux de visites et de réunions de la sous commission départementale de sécurité.

## SECTION V – EN MATIERE D'ANIMATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

- tous actes, contrats, conventions relatifs aux contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) et de réussite éducative concernant les collectivités de son arrondissement.

## SECTION VI – EN MATIERE D'ELECTIONS

- Les récépissés de déclaration de candidature pour les élections municipales.
- La carte d'identité de maire ou d'adjoint au maire permettant de justifier de sa qualité en tant qu'officier de police judiciaire.

#### **Article 4 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel BAFFOUR sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun, délégation de signature est donnée à Mme Véronique LHOSTE, secrétaire administrative de classe exceptionnelle, secrétaire générale de la sous-préfecture de Châteaudun, pour les pièces intéressant les affaires suivantes :

- les notes et bordereaux d'envoi aux services de l'Etat dans le département,
- les cartes de forains,
- les récépissés de déclaration de marchands ambulants,
- la délivrance des livrets et carnets de circulation,
- les correspondances administratives, à l'exclusion des lettres adressées aux administrations centrales et régionales, aux parlementaires, conseillers régionaux et départementaux ainsi que les lettres comportant une décision ou faisant grief,
- les demandes d'enquête ou de renseignements formulés auprès des collectivités territoriales et des services de l'Etat dans le département,
- les récépissés de déclaration d'associations,
- les demandes d'extraits de casier judiciaire,
- la délivrance des récépissés des revendeurs d'objets mobiliers,
- les autorisations d'épreuves sportives se déroulant uniquement sur l'arrondissement,
- la police des débits de boissons (dérogation aux heures de fermeture),
- les procès-verbaux de visites et de réunions de la sous commission départementale de sécurité,
- les autorisations de transports de corps en dehors du territoire métropolitain,
- les dérogations aux délais fixés pour l'inhumation et la crémation,
- les récépissés de déclaration de ball-trap,
- les attestations de délivrance initiale d'un permis de chasser,
- les devis dans la limite de 2 000 €,
- les visas de factures,
- les récépissés des manifestations et procédures soumises à déclarations (randonnées, soldes, ventes en liquidation, lâchers de ballons),
- les récépissés de déclaration de candidature pour les élections municipales,
- les récépissés des déclarations de perte des permis de conduire.

#### **Article 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme la secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir, délégation est donnée à M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun, à l'effet de signer les convocations, procès-verbaux, décisions et tout document se reportant à la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) dont il assure la présidence.

#### **Article 6 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme la secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir, délégation est donnée à M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun à l'effet de signer les convocations, procès-verbaux, décisions et tout document se reportant à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) / Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) dont il assure la présidence.

#### **Article 7 :**

Délégation de signature est également donnée à M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun à l'effet de signer pendant les permanences qu'il est amené à assurer :

- les décisions relatives aux soins psychiatriques,
- les arrêtés de suspension provisoire et immédiate du permis de conduire,
- les arrêtés portant immobilisation et mise en fourrière des véhicules.
- les décisions en matière de sécurité et d'ordre public, y compris les réquisitions des forces de l'ordre,

- tous arrêtés, décisions, mémoires, correspondances et saisines et requêtes en 1<sup>ère</sup> instance et en appel devant les juridictions de l'ordre administratif et judiciaire, pris en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

**Article 8 :**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun, la délégation de signature qui lui est conférée à l'article 3 du présent arrêté, sera exercée par M. Christian VEDELAGO sous-préfet de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou.

**Article 9 :**

En cas d'absence ou d'empêchement simultané des sous-préfets des arrondissements de Nogent-le-Rotrou et de Châteaudun, la délégation conférée à l'article 3 du présent arrêté, sera exercée par Mme Carole PUIG-CHEVRIER, secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir.

**Article 10 :**

La secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir et M. Emmanuel BAFFOUR, sous-préfet de l'arrondissement de Châteaudun, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Chartres, le 05 OCT. 2016

Le Préfet,

Nicolas QUILLET

*Délais et voies de recours :*

*"Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :*

*- un recours gracieux, adressé à :*

*M. le Préfet d'Eure-et-Loir*

*Place de la République, CS 80537 - 28019 CHARTRES Cedex ;*

*- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;*

*Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.*

*- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie 45000 ORLEANS*

*Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours."*